



La Commune



Une politique locale protectrice ?

Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville -> Conseiller municipal : Daniel Petri

Le dernier débat d'orientation budgétaire avant les municipales s'est tenu cette semaine. Notre conseiller municipal s'en est saisi une nouvelle fois pour faire un exposé des différents problèmes cruciaux auxquels sont jour après jour contraints de faire face les habitants des cités et des quartiers insalubres d'Alfortville, afin que soit enfin mise en oeuvre une solution ouvrière à ces problèmes. Nous publions ci-dessous de larges extraits de son intervention devant le Conseil municipal du 14 février 2008.

Les militants socialistes alfortvillais ont distribué dimanche dernier un tract qui revendique une politique locale protectrice. C'est-à-dire une politique qui protège les habitants. [...]

Je suis d'accord avec ça. Une municipalité doit être un rempart, un contrefort, un bastion pour la population ouvrière et populaire.

Oui, une municipalité de gauche digne de ce nom doit protéger les administrés du bras du casseur qu'est Nicolas Sarkozy, déterminé, avec son rapport Attila, à tout casser : les contrats collectifs de travail, les logements locatifs, le livret A, les communes, les départements, le rôle social et culturel de l'État.

Oui, une municipalité digne de ce nom se doit de protéger les familles en difficulté des conséquences de la politique des gouvernements successifs et de la crise économique ou encore de la crise du logement qui, on le sait, ne sont pas des fatalités. [...]

Une politique locale protectrice, cela veut dire en clair que la municipalité doit défendre les familles menacées d'expulsion de leur logement, comme cette mère de famille atteinte d'une sclérose en plaques qui risque d'être jetée à la rue avec son fils. [...]

Une politique locale protectrice, cela veut dire la protection des mères de familles dites " monoparentales " qui sont près de 5000 dans notre commune et qui sont la première cible des mesures d'expulsions.

[...] Et, j'accuse en particulier l'OHSA d'être injuste envers les locataires, à commencer en particulier par les personnes âgées que les services de l'OHSA ne respectent pas : c'est ainsi qu'en cas d'infiltration d'eau dans leurs appartements, ces personnes n'obtiennent réparation qu'après avoir, en désespoir de cause, averti les services d'hygiène, plusieurs mois après avoir rempli leur fiche de réclamation. [...]

Mais il faut dire aussi que la direction de l'OHSA a annoncé qu'il n'y aurait pas de hausses de loyer cette année. En revanche, en ce début d'année, de nombreux locataires ont l'amère surprise de constater que leur provision d'eau froide ou d'eau chaude augmente brutalement, comme par exemple pour ce couple de personnes âgées dont la conjointe est invalide : la note d'eau froide passant de 18 euros à 46 euros ! Près de 30 euros en plus par mois sur la quittance ! Plus de 10 % d'augmentation sur l'ensemble. Le cas malheureusement n'est pas isolé. [...]

l'OHSA loue aux marchands de sommeil

l'OHSA est le principal bailleur d'Alfortville. [...] l'OHSA n'est pas un office public municipal HLM comme au temps de Joseph Franceschi. Partant, l'OHSA échappe au contrôle de la municipalité, du conseil municipal et de tous ses élus. l'OHSA [...] est aussi le propriétaire d'un hôtel meublé qu'il loue à un marchand de sommeil, lequel loue des clapiers misérables à 600 euros à des familles dont la demande de logement à l'OHSA est laissée de côté. [...]

Eh bien, une politique locale protectrice, c'est une politique qui doit commencer par la municipalisation de l'OHSA, la création d'un service municipal du logement, et, sans plus attendre, le relogement de toutes les familles mal-logées dans le parc HLM de la ville. Comme cette mère de famille, dont le bébé est atteint de saturnisme, qui vit [...] dans ce logement où j'ai constaté :

- absence de chauffage central ;
- taux d'humidité hors norme ; - moisissures ;
- aération insuffisante : trois fenêtres seulement, trop petites ;
- revêtement du plafond en dalles de type " polystyrène " ;
- surface trop petite : 30 m² soit 5 m² seulement par habitant ;
- parties communes : escaliers entièrement en bois ;
- aucune évacuation possible en cas d'incendie, y compris par les fenêtres ;
- présence avérée de plomb dans les revêtements ;
- risques d'intoxication au monoxyde de carbone.

Ce sont des dizaines et des dizaines de familles alfortvillaises qui vivent dans des conditions similaires. C'est une des raisons qui me font dire que le plan de démolition de 543 HLM doit être purement et simplement retiré. [...] J'aurai l'occasion d'y revenir au prochain Conseil municipal.

Modifié le mardi 19 février 2008

Voir aussi dans la catégorie CCSA Alfortville

Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville : Pétition pour une loi interdisant les expulsions

Pour les familles frappées par la crise. Nous voulons une loi interdisant les expulsions. >>>

Comité Chômeurs - Salariés d'Alfortville : Loi el Khomri - loi « travail » , une déclaration de guerre contre les salariés, les jeunes et la population

Depuis quelques jours, un vent de fronde se lève dans tout le pays, face au projet de loi El Khomri, frauduleusement appelée « Loi Travail ». Ce projet de détruit, d'un seul coup, les... >>

HALTE A LA RECUPERATION !

Le Comité chômeurs-salariés d'Alfortville ne donnera aucune consigne de vote aux Municipales, considérant que PERSONNE NE NOUS REPRESENTE, nous, les chômeurs, nous, les mal-logés, nous, les... >>

Halte aux expulsions

A nouveau, le CCSA mène campagne contre les expulsions de logement. Mais, cette fois, se dessine la possibilité de la constitution d'un collectif unitaire de défense contre les expulsions à... >>

l'unité contre les expulsions

Le 30 octobre 2009, les habitants du 2, rue Veron, considérés comme " squatters ", étaient expulsés par les forces de l'ordre de cet immeuble, après quatre années de bataille pour leur droit au... >>

Pour sauver le droit au logement

Depuis 15 ans, le Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville combat pour la défense du droit au logement. Ce combat a permis le relogement de plus de 300 familles mal logées et sans logis en HLM... >>
